

PRÉSENTATION

En 2003, les flux d'investissements directs mondiaux repartent à la hausse, en particulier dans le secteur des services. Si les sorties mondiales d'investissements étrangers directs (IED) augmentent de 32 %, les entrées diminuent pour la 3^{ème} année consécutive (-18 %). Le montant des opérations de fusions-acquisitions, principal moteur d'IED dans le monde depuis les années 80, baisse de 20 % et atteint 297 Mds de \$ en 2003 [4].

En France, sous l'effet d'une moindre présence des investisseurs résidant hors zone Euro, les flux d'investissements directs étrangers diminuent en 2003 à 41,6 Mds d'euros (-20 %). La France et la Chine (41,6 Mds) se situent au 2^{ème} rang mondial des pays d'accueil, derrière le Luxembourg (77,6 Mds) et devant les États-Unis (36,4 Mds). Les flux d'investissements directs français à l'étranger baissent légèrement (-3,2 %). Ils ont été divisés par 4 en 3 ans. La France reste néanmoins parmi les premiers investisseurs mondiaux, ses flux se réorientant vers les pays de l'UE. Les principaux pays d'accueil des investissements français sont le Royaume-Uni (25,6 %), les Pays-Bas (13,2 %), l'Allemagne (12,4 %) et les États-Unis (12,4 %). En 2003, le solde des flux d'investissements directs est débiteur et atteint 9,2 Mds d'€ [1].

Le stock d'investissements directs français à l'étranger s'accroît légèrement en 2003 (+2,2 % après -3,2 % en 2002), s'élevant en valeur comptable à 571,3 Mds d'euros. Les stocks d'investissements directs étrangers en France progressent de 9,7 % à 404,5 Mds d'euros en valeur comptable. Au total, la position nette des investissements directs connaît une baisse importante (-12,4 % après -21,5 % en 2002), s'établissant à 166,8 Mds d'euros fin 2003 [2].

Pour la 1^{ère} fois depuis trois ans, les emplois créés par les investisseurs étrangers progressent de 20 % (27 335 contre 22 861 en 2002) et les projets de 25 % (547 contre 438 en 2002). La France retrouve quasiment son niveau de croissance de 1998, après les fortes chutes de 2001 et 2002, liées à l'éclatement de la bulle Internet et à la crise des marchés financiers. En 2003, les investisseurs étrangers ont également sauvé 6 303 emplois dans des entreprises en difficulté [3].

DÉFINITIONS

• **Investissement direct.** Investissement qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur acquiert au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie.

Les investissements directs comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités, mais également toutes les opérations en capital ultérieures entre elles et entre les unités institutionnelles apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés.

• **Solde des flux d'investissements directs.**

Différence entre les flux d'investissements étrangers d'un pays (entrée de capitaux) et les flux d'investissements de ce pays vers l'extérieur (sortie de capitaux). Ce solde est positif quand un pays est plus investi par l'étranger qu'il n'investit lui-même à l'extérieur, et négatif dans le cas inverse.

• **Stock en valeur comptable des investissements directs.**

Il comprend les capitaux propres des entreprises « investies » (y compris les bénéfices réinvestis), augmentés des prêts à long terme consentis par les maisons mères. Il est calculé en valeur comptable par opposition à la valeur de marché (qui prend en compte la fluctuation des cours des actions en Bourse). Il ne prend en considération que les filiales directes.

POUR EN SAVOIR PLUS

- « La mesure de l'investissement international et de la présence étrangère », Notes Bleues de Bercy, Minefi, n° 278, octobre 2004.

SOURCES

- [1] « Balance des paiements et position extérieure 2003 », Rapport annuel du Minefi, Banque de France, octobre 2004.

[2] Bulletin de la Banque de France : « La position extérieure de la France à fin 2003 », n° 126, juin 2004 ; « Stock des investissements directs français à l'étranger au 31 décembre 2002 » et « Stock des investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2002 », n° 125, mai 2004.

[3] Agence Française pour les Investissements Internationaux, avril 2005, (www.afii.fr).

[4] « Rapport sur l'investissement dans le monde 2004 », Onu, (www.unctad.org).

Principaux pays d'origine des flux d'investissements directs étrangers en France [1]

Pays	2002		p 2003	
	Flux	%	Flux	%
Union européenne à 15	39,6	76,2	30,1	72,4
dont : Union monétaire	22,7	43,7	23,8	57,2
Belgique	1,4	2,7	9,2	22,1
Allemagne	10,8	20,8	6,3	15,1
Pays-Bas	-0,7	-1,3	4,7	11,3
Luxembourg	9,6	18,5	3,9	9,4
Royaume-Uni	16,4	31,5	5,7	13,7
Canada	0,5	1,0	4,6	11,1
États-Unis	6,2	11,9	3,5	8,4
Suisse	0,5	1,0	1,9	4,6
Japon	3,3	6,3	-0,4	-1,0
Autres pays	1,9	3,7	1,9	4,6
Total	52,0	100,0	41,6	100,0

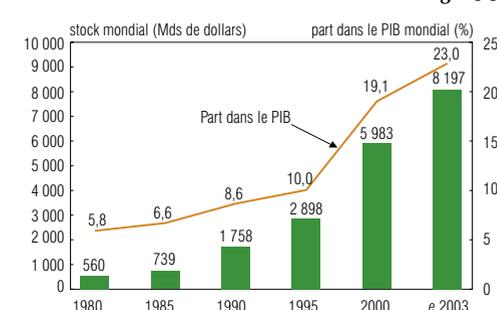


Investissements directs étrangers en France et français à l'étranger [2]

	31-12-1992	31-12-2002
Investissements étrangers en France		
Stocks* (Mds d'euros)	107,4	368,6
Entreprises résidentes investies	7 095	10 713
Investisseurs non résidents	9 271	12 029
Investissements français à l'étranger		
Stocks* (Mds d'euros)	131,2	558,9
Entreprises non résidentes investies	8 662	5 866
Investisseurs résidents	2 243	1 267

* Stocks en valeur comptable.

Stock mondial d'investissements directs à l'étranger [4]



Stocks des investissements directs* au 31-12-2002 [2]

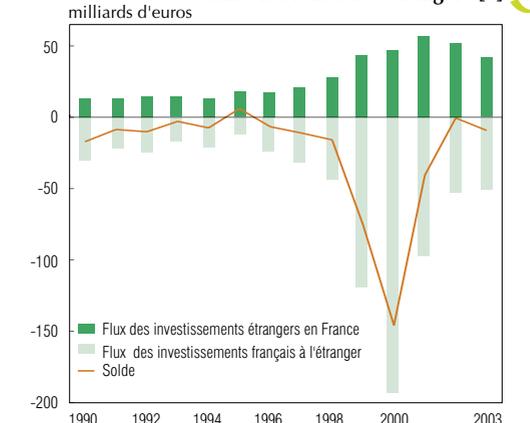
	Investissements à l'étranger		Investissements de l'étranger	
	Mds d'euros	%/PIB	Mds d'euros	%/PIB
États-Unis	1 670,5	16,8	1 434,6	14,4
Royaume-Uni	885,6	55,2	565,1	35,2
Allemagne	624,5	29,6	486,5	23,1
France	558,9	36,8	368,6	24,3
Pays-Bas	369,7	83,2	337,5	75,9
Japon	293,3	7,3	75,3	1,9
Canada	260,7	37,4	210,9	30,3
Italie	206,9	17,0	120,6	9,6
Espagne	206,0	29,7	207,7	29,9
Belgique	192,0	73,6	227,0	87,1

* Valeur comptable.

Principaux pays d'accueil des flux d'investissements directs français à l'étranger [1]

Pays	2002		p 2003	
	Flux	%	Flux	%
Union européenne à 15	-24,0	45,7	-36,7	72,2
dont : Union monétaire	-19,7	37,5	-23,4	46,1
Belgique	-6,9	13,1	0,3	-0,6
Luxembourg	0,0	0,0	-2,5	4,9
Irlande	-2,5	4,8	-3,9	7,7
Allemagne	-5,9	11,2	-6,3	12,4
Pays-Bas	-1,5	2,9	-6,7	13,2
Royaume-Uni	-4,2	8,0	-13,0	25,6
Brésil	-1,0	1,9	0,3	-0,6
Japon	-2,5	4,8	-0,2	0,4
Canada	-0,3	0,6	-1,1	2,2
Suisse	-1,9	3,6	-4,2	8,3
États-Unis	-16,5	31,4	-6,3	12,4
Autres pays	-6,3	12,0	-2,6	5,1
Total	-52,5	100,0	-50,8	100,0

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger* [1]



* Données établies conformément à la nouvelle méthodologie de la balance des paiements.

Flux d'investissements directs sortants des principaux opérateurs mondiaux en 2002 et 2003 [4]

